

SENAT DE BELGIQUE

BELGISCHE SENAAT

SESSION DE 1950-1951

ZITTING 1950-1951

SEANCE DU 19 DECEMBRE 1950

VERGADERING VAN 19 DECEMBER 1950

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement moyen à l'étranger.

Verslag van de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het wetsontwerp betreffende het statuut van de Belgische leraars van het middelbaar onderwijs in het buitenland.

Présents : MM. VAN OVERBERGH, Président; ALLEWAERT, CLYNMANS, de DORLODOT (Baron), DE SMET (P.), DIERCKX, DOUTREPONT, HARMEGNIES, LACROIX, RONSE, SERVAIS (L.), SCHOT, VAN LAEYS, VERMEYLEN, VREVEN et ADAM, Rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le présent projet de loi nous a été transmis par la Chambre des Représentants où il fut adopté par 164 voix contre une.

Il a pour but de régler, au point de vue de la pension, la situation des professeurs belges de l'enseignement moyen qui, mis régulièrement en disponibilité, exerceront ou ont exercé une mission d'enseignement à l'étranger.

Il propose que les années passées par l'intéressé à l'étranger entrent en ligne de compte pour le calcul de la pension qui leur est allouée en Belgique à charge du budget des pensions.

L'article 2 stipule, toutefois, que pour les années passées à l'étranger antérieurement à la promulgation de la

Voir :

Doc. de la Chambre des Représentants :
419 (1947-1948) : Proposition de loi ;
614 (1947-1948) : Rapport ;
233 (1948-1949) : Texte adopté au premier vote ;
259 (1948-1949) : Rapport complémentaire ;
366 (1948-1949) : Amendement.

Annales de la Chambre des Représentants
11 mars, 12 et 13 avril 1949.

Documents du Sénat :
263 (1948-1949) : Transmis par la Ch. des Représentants ;
296 (1948-1949) : Rapport ;
327 (1948-1949) : Amendements.

Annales du Sénat :
18 mai 1949 et 25 octobre 1950.

MÉVROUWEN, MIJNE HEREN.

Dit wetsontwerp komt van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, die het met 164 tegen 1 stem goedkeurde.

Het bedoelt de pensioentoestand te regelen van de Belgische leraars van het Middelbaar Onderwijs, die een opdracht op onderwijsgebied in het buitenland zullen volbrengen of volbracht hebben.

Er wordt voorgesteld, dat de jaren, die de betrokkene in het buitenland doorgebracht heeft, zouden medetellen bij de berekening van het pensioen, dat hun in België toegekend wordt ten laste van de Begroting van Pensioenen.

Artikel 2 bepaalt evenwel, dat voor de jaren, die de betrokkenen in het buitenland doorgebracht hebben vóór

Zie :

Gedr. St. van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :
419 (1947-1948) : Wetsvoorstel ;
614 (1947-1948) : Verslag ;
233 (1948-1949) : Tekst in eerste stemming aangenomen ;
259 (1948-1949) : Aanvallend verslag ;
366 (1948-1949) : Amendement.

Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers
1 Maart, 12 en 13 April 1949.

Gedr. St. van de Senaat :
263 (1948-1949) : Overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordiging ;
296 (1948-1949) : Verslag ;
327 (1948-1949) : Amendementen.

Handelingen van de Senaat :
18 Mei 1949 en 25 October 1950.

présente loi, l'avis favorable du Ministre de l'Instruction Publique sera préalablement requis.

Soumis d'abord à l'examen de la Commission de l'Instruction Publique du Sénat, le projet fut adopté, ne variatur, par celle-ci.

Il n'en fut pas de même à la Commission des Finances à laquelle il fut renvoyé ensuite.

Il apparut immédiatement à celle-ci que le texte du projet ne répondait pas à certaines observations opportunes qui avaient été formulées au cours du débat public à la Chambre des Représentants.

C'est ainsi que le texte de l'article 1^{er} ne vise que les professeurs de l'enseignement moyen, alors qu'il avait été suggéré de l'appliquer aussi aux professeurs de l'enseignement supérieur.

D'autre part, en justification des amendements qu'il avait déposés, notre collègue M. Dautrepoint fit remarquer qu'il n'y a pas que les professeurs de l'enseignement moyen qui méritent qu'entrent en ligne de compte, pour le calcul de leur pension, les années passées en dehors du pays. Il y a d'autres agents de l'Etat qui sont chargés de missions à l'étranger où ils rehaussent, eux aussi, le prestige de la Belgique.

De même sont dignes d'un égal intérêt les agents définitifs des administrations de l'Etat qui sont chargés de fonctions temporaires dans un organisme parastatal, ainsi que les fonctionnaires et agents d'administrations subordonnées, qui sont appelés au service d'une administration de l'Etat.

Ces remarques, pour judicieuses qu'elles soient, ont ému votre Commission, parce qu'elles ont pour effet d'élargir la portée du projet et, partant, d'aggraver encore la charge des pensions qui, de l'avis unanime des Commissaires, pèse déjà trop lourdement sur les finances de l'Etat.

Par ailleurs, elles posent, une nouvelle fois, la question, tellement critiquée, du cumul des pensions.

Il pourrait arriver, dans certains cas, que la pension servie par l'Etat s'ajoute à une pension servie d'autre part par l'organisme belge ou étranger auprès duquel l'intéressé a été chargé de mission ou duquel il a été détaché.

En conséquence, votre Commission estime que le présent projet rentre dans le cadre des problèmes que devra examiner la Commission mixte qui sera chargée de l'étude de la réforme de l'ensemble des pensions civiles et militaires. Elle décide d'en suspendre l'examen et de le transmettre à celle-ci.

* * *

de bekendmaking van deze wet, vooraf een gunstig advies van de Minister van Openbaar Onderwijs nodig is.

Het ontwerp werd eerst aan de Senaatscommissie van Openbaar Onderwijs voorgelegd, waar het ne variatur aanvaard werd.

Toen het achteraf voor de Commissie van Financiën kwam, gebeurde hetzelfde niet.

Onmiddellijk bleek, dat het ontwerp niet beantwoordde aan enkele passende opmerkingen, die bij de openbare bespreking in de Kamer der Volksvertegenwoordigers gemaakt waren.

Aldus beoogt artikel 1 alleen de leraars van het Middelbaar Onderwijs, hoewel er voorgesteld was, het ook toe te passen op de hoogleraren.

Verder maakte de h. Dautrepoint, tot staving van de amendementen die hij ingediend had, de opmerking, dat niet alleen de leraren van het Middelbaar Onderwijs verdienen, dat de in het buitenland doorgebrachte jaren bij de berekening van hun pensioen in aanmerking zouden komen. Er zijn nog andere Rijksbeamten, die met een opdracht in het buitenland belast zijn en die daar even goed als de eerste het aanzien van ons land hoog houden.

Verdieneveneens belangstelling de vastbenoemde beamten van de Rijksbesturen, die een tijdelijke functie te vervullen krijgen in een parastataal organisme, alsmede de beamten van ondergeschikte besturen die naar het Rijksbestuur overgaan.

Deze opmerkingen, hoe gegrond ook, verwekten in Uw Commissie beroering, omdat zij de werkingssfeer van het ontwerp uitbreiden en dus de pensioenlast nog verhogen, die, naar het eenparig oordeel van de Commissieleden, reeds veel te zwaar op de Staatsfinanciën drukt.

Bovendien duikt daarmee wederom de zo omstreden kwestie van de pensioencumulatie op.

Het kan in sommige gevallen voorkomen, dat het pensioen van Staatswege uitgereikt wordt naast het pensioen van het Belgisch of buitenlands organisme, waarbij de betrokkene zijn opdracht volbrengt of waarvan hij gedetacheerd is.

Derhalve is Uw commissie van oordeel, dat dit ontwerp in het kader van de problemen valt, die zullen onderzocht worden door de Gemengde Commissie voor de hervorming van de gezamenlijke burgerlijke en militaire pensioenen. Zij beslist haar onderzoek op te schorten en het ontwerp aan die Commissie door te zenden.

* * *

A l'occasion de la discussion de ce projet, ont été soulevées les questions suivantes au sujet desquelles vos Commissaires croient utile d'exprimer leur avis :

1^{re} question : Quelle sera la compétence de la Commission d'étude du problème des pensions ?

REPONSE : Il semble que sa compétence doive s'étendre à tous les problèmes relatifs aux pensions dont le Ministre des Finances est le gérant. Dans ce cadre rentrent notamment les pensions des fonctionnaires, du personnel enseignant, de la magistrature, du clergé, de l'armée.

Sont exclues de la compétence de cette Commission, les questions qui, en raison de leur nature propre, ne relèvent pas de l'Administration Générale des Pensions existant au Ministère des Finances, telles que pensions ouvrières, pensions des mineurs, pensions des estropiés. Ces dernières ressortissent au Département du Travail et de la Prévoyance Sociale. Elles ne sont pas gérées par le Ministère des Finances. Elles ont un caractère qui justifie un statut distinct.

Par contre, devrait rentrer dans la compétence de la Commission spéciale, tout ce qui a trait aux pensions du personnel des organismes parastataux et des pouvoirs subordonnés.

2^{re} question : Faut-il assigner à cette Commission spéciale un délai pour l'accomplissement de ses travaux ?

REPONSE : La refonte du régime des pensions étant urgente, la Commission devrait pouvoir se mettre à l'œuvre immédiatement et présenter ses propositions de réforme endéans l'année de sa constitution.

3^e question : Quelle est la Commission permanente du Sénat qui est compétente pour l'examen des projets et propositions de loi relatives aux pensions civiles et militaires ? Est-ce la Commission des Finances exclusivement ou bien ces documents doivent-ils être soumis préalablement à l'examen de la Commission permanente correspondant au Département ministériel où les bénéficiaires exercent ou ont exercé leur activité ? Cette question est posée à l'occasion du fait que le présent projet fut d'abord soumis à la Commission de l'Instruction Publique.

REPONSE : Ces projets et propositions de loi devaient être soumis directement à la Commission des Finances, parce que tout ce qui a trait aux pensions civiles et militaires a été rattaché au seul service de l'Administration Générale des Pensions et que celle-ci relève désormais du Ministère des Finances.

La décision de suspendre l'examen du présent projet a été prise par 12 voix contre 1 abstention.

Le rapport est approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,

E. ADAM.

Le Président,

Cyr. VAN OVERBERGH.

Bij de bespreking van het ontwerp werden de volgende vragen gesteld, waarover de leden van Uw Commissie hun advies wensen uit te brengen :

Eerste vraag : Wat zal de bevoegdheid zijn van de Commissie voor de bestudering van het pensioenvraagstuk ?

ANTWOORD : Haar bevoegdheid schijnt zich te moeten uitstrekken tot alle vraagstukken in verband met de pensioenen, waarvan de Minister van Financiën de beheerder is. Hiertoe behoren o.m. de pensioenen van de ambtenaren, van het onderwijzend personeel, van de magistratuur, van de clerus, van het leger.

Buiten de bevoegdheid van deze Commissie vallen de kwesties, die uiteraard niet behoren onder het Algemeen Bestuur van Pensioenen bij het Ministerie van Financiën, zoals de pensioenen van de werklieden, mijnwerkers, gebrekkigen en verminkten. De laatstgenoemde behoren tot de bevoegdheid van het Departement van Arbeid en Sociale Voorzorg. Ze worden niet beheerd door de Minister van Financiën. Hun karakter leent grond op tot afzonderlijke regeling.

Tot de bevoegdheid van de Speciale Commissie zou daarentegen wel moeten behoren alles wat betrekking heeft op de pensioenen van het personeel der parastatale lichamen en ondergeschikte machten.

2^e vraag : Moet aan de Commissie opgedragen worden haar werk binnen een bepaalde termijn te beëindigen ?

ANTWOORD : Daar de omwerking van de pensioenregeling een dringende zaak is zou de Commissie onmiddellijk aan het werk moeten kunnen gaan en binnen één jaar na haar instelling hervormingen moeten kunnen voordragen.

3^e vraag : Welke vaste Senaatscommissie is bevoegd voor de behandeling van wetsontwerpen en -voorstellen betreffende de burgerlijke en militaire pensioenen ? Is alléén de Commissie van Financiën daarvoor bevoegd of moeten die teksten vooraf onderworpen aan de Vaste Commissie, die overeenstemt met het ministerieel departement waar de betrokkenen werken of gewerkt hebben ? Deze vraag wordt gesteld in verband met het feit, dat het behandelde ontwerp eerst aan de Commissie van Openbaar Onderwijs onderworpen is.

ANTWOORD : Deze wetsontwerpen en -voorstellen zouden onmiddellijk aan de Commissie van Financiën moeten onderworpen worden, omdat alles wat betrekking heeft op de burgerlijke en militaire pensioenen verbonden is aan het Algemeen Bestuur der Pensioenen en dat dit Bestuur van het Ministerie van Financiën afhangt.

Tot de opschorsing van de behandeling van dit ontwerp werd besloten met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

E. ADAM.

De Voorzitter,

Cyr. VAN OVERBERGH.